

Tunisie – Géopolitique et Stratégie - Septembre 2020



1.Éléments de Géopolitique

Avec le Maroc et l'Algérie, la Tunisie fait partie du Maghreb, grande région d'Afrique du nord baignée par le bassin méditerranéen. Avec ses 162 155 km carrés la Tunisie est un petit pays occupant une position stratégique très convoitée. Son économie diversifiée, avec des points forts comme le commerce et le transport, en principe la place dans les pays émergents. Elle est aussi une terre riche de culture, d'histoire et d'arts, favorisant le tourisme. Le modernisme et le progressisme qui caractérisent la société et l'islam tunisiens sont visibles dans la place faite aux femmes. La Tunisie est en effet l'un des pays musulmans le plus avancé en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes.

Un peu d'histoire :

Sous protectorat français jusqu'alors, la Tunisie obtient son indépendance en 1956 et Habib Bourguiba en est le premier président. En 1987 Zine El Abidine Ben Ali lui succède. Malgré son modernisme, la Tunisie n'échappe pas aux difficultés économiques et sociales, ni à la montée de l'intégrisme musulman. La corruption est partout et en janvier 2011, éclate la première révolution du printemps arabe, celle du « jasmin », contre son dictateur-président. Suit alors une longue période d'espairs, de difficultés et de conflits en tous genres : économiques (le dinar se dévalue très vite), sociétaux (des inégalités, peu de débouchés pour les jeunes, beaucoup de pauvreté), politiques (les partis se multiplient, s'entredéchirent), religieux (les extrémistes prennent de l'ampleur). Bref la situation est chaotique.

En 2019, avec les élections, intervient un grand changement décrit comme suit par la presse :

« Plus de huit ans après la chute de la dictature de Zine El-Abidine Ben Ali, la Tunisie semble connaître une réplique sismique du Printemps tunisien avec l'irruption de Kaïs Saïed, 61 ans, à la tête de l'Etat. Sa vision du monde, dans laquelle un conservatisme moral et religieux teinté de souverainisme, cohabite avec un projet de démocratie directe renversant la pyramide de l'Etat, aura séduit une majorité de Tunisiens impatients de sanctionner un establishment politique ayant trahi à leurs yeux les espérances du soulèvement de 2011. Kaïs Saïed, c'est un peu le boomerang de la révolution. »



La population tunisienne, d'environ 11,8 millions d'habitants est divisée en gouvernorats. Elle est très inégalement répartie, avec une grande concentration au nord et à l'est et des zones désertées au sud. Les moyens affectés sont eux aussi très inégaux avec des zones privilégiées dans les gouvernorats de Tunis ou de Sfax.

2. Stratégie et place du GREF :

Le GREF s'est implanté en Tunisie depuis la révolution, **à l'automne 2011**, avec Solidarité Laïque, dans ce qui sera par la suite, le **PCPA (Programme Concerté Pluri Acteurs) Soyons Actifs**, dans le but de soutenir la société civile.

En 2013, l'Institut Français de Tunis nous finance un projet dans **les écoles de la Prélature, pour aider à rénover l'enseignement du Français**.

L'effet positif de ce projet nous a permis d'entrer dans le Ministère de l'Education, et donc dans les écoles publiques. Nous avons conjointement créé un nouveau **projet d'appui à l'éducation, toujours financé par l'IFT, dans une circonscription défavorisée proche de Tunis – Ben Arous, en 2015**.

Un diagnostic a été effectué en 2016, avec l'Unicef et avec les 3 ministères concernés, sur les conditions d'accueil en préscolaire du jeune enfant. Ce diagnostic, très apprécié, a servi de support à la mise en route d'une volonté de rénovation de l'éducation dans le pays, mais qui est restée « volonté », pour des raisons politiques.

Depuis la révolution, les membres du GREF présents sur place suivent l'évolution de la société, enthousiaste au début, perplexe ensuite, touchée par les attentats en 2015 et 2016, et très affectée ensuite par les problèmes économiques et politiques majeurs. Il s'en suit la relative relégation du français à une langue étrangère, la dégingolade du système éducatif et, par conséquent, des interrogations sur le devenir du GREF dans le pays.

En janvier 2018, cependant, une mission de faisabilité est effectuée car deux ministères (celui de la femme de la famille et de l'enfance – MFFE et celui des affaires religieuses) et l'UTSS (Union Tunisienne de Solidarité Sociale), sollicitent une formation des conseillers pédagogiques et des inspecteurs en petite enfance...

Le financement de notre projet est prévu par l'UNICEF très engagé dans notre partenariat.

Plus d'un an après, avec les difficultés politiques persistantes, la signature de la ministre ne s'est pas faite malgré des accords oraux réitérés plusieurs fois. Cette explication indique clairement les difficultés politiques tunisiennes.

Dans ces conditions, la société civile a décidé de bouger, d'avancer, de s'engager et a donc sollicité le GREF pour l'accompagner. Deux associations (CONNECT, Confédération des entreprises citoyennes de Tunisie et « Tous pour l'enfant », conventionnées avec le MFFE, associations auxquelles viendront se joindre les inspecteurs) ont signé une convention avec le GREF pour qu'existe **un projet « Petite Enfance » qui fonctionne très bien depuis 2018**.

D'autre part, et pour faire suite à la rénovation entreprise dans les écoles de la Prélature, une nouvelle demande a émergé concernant la difficulté scolaire et une équipe GREF intervient **depuis 2019** dans le cadre du **projet SED « Soutien aux enfants en difficulté »**.

Un volet « formation d'enseignants spécialisés » a débuté dans l'une des écoles.